En dépit des efforts consentis et des différentes ressources mises à la disposition de la RDC, l'incidence de la violence sur les femmes s'accroît des jours aux lendemains. C'est ainsi qu'au terme de deux jours d'atelier sur «le Dialogue femme pour la paix », tenu du 5 au 6 avril à l'Hôtel Sultani, le Réseau mondial des femmes (PeancebuildersGNWP), et le cadre permanent de concertation de la femme congolaise (CAFCO), en collaboration avec plusieurs organisations de la Société civile partenaires se sont convergés vers la recherche de la paix dans la sous-région.

Elles font désormais bloc en vue d'exercer davantage de pression sur les décideurs et les parties prenantes aux conflits, pour mettre un terme à la violence dans le pays. Des stratégies sont mises en place et des actions de lobbying sont également planifiées. Pour Rose Mutombo Kiese, présidente nationale du Cadre Permanent de concertation de la Femme Congolaise, l'urgence s'impose. D'où il est temps d'agir et de s'unir en tant que femmes activistes de la paix pour mettre fin à cette catastrophe.

Venues de plusieurs pays et animées d'une seule motivation profonde, « la paix », les femmes activistes de paix de Burundi, Liberia, Mali, Ouganda, Rwanda, Sierra-Léone et New-York veulent faire entendre leur voix sur les violences qui affectent les populations de la RDC, en général, et les femmes, en particulier.

Ces travaux s'étaient donnés pour objectif global de contribuer à l'instauration et à la consolidation d'une paix durable sur toute l'étendue de la République Démocratique du Congo. Ils ont réunis 75 femmes, issues du Parlement, du Gouvernement, de la Magistrature, et des expertes sur les sujets Femmes, Paix et sécurité, etc. Il était question d'analyser les différentes négociations tenues à Goma, Kampala et Addis-Abeba sur la paix, la sécurité et la coopération en le RDC et dans la région des grands lacs.

Les assises ont proposé des recommandations concrètes sur la mise en œuvre effective des différents accords. Parmi lesquelles on note la poursuite des auteurs d'actes de violence sexuelle et la justice à rendre aux victimes, honorer la mémoire des morts, modifier l'accord-cadre afin d'assurer l'intégration d'une perspective de genre et participer à la surveillance de la mise en œuvre de la résolution 1325.

Pour ce faire, un plaidoyer auprès des décideurs aux niveaux national, régional et international

a été formulé pour prendre des mesures immédiates et concrètes visant à mettre fin à la violence en RDC et dans la région des Grands lacs. Le souci étant de protéger les femmes et les filles contre toutes les formes de violences. Attirer l'attention des médias locaux et internationaux pour faire la lumière sur les violations des droits de l'homme et faire pression sur le gouvernement congolais dans sa responsabilité de sécuriser les citoyens ainsi que mettre fin à l'impunité.

Pour la présidente de Cadre Permanent de concertation de la Femmes Congolaise, Rose Mutombo Kiese, le conflit en cours dans le pays utilise les violences sexuelles comme stratégie de guerre ciblant principalement les femmes de tout âge pour détruire les communautés. « Le viol comme arme de guerre est utilisé par des groupes armés pour humilier non seulement les victimes physiquement, mais aussi leurs communautés. Et le corps des femmes utilisé comme champ de bataille. Cette situation préoccupe au plus haut point le réseau mondial des femmes et cadres permanents de concertation », a-t-elle déclaré.

Rose Mutombo Kiese a sollicité de l'autorité une attention particulière sur la situation de la femme. Pour sa part, la Ministre du Genre, Geneviève Inagosi s'engage à accompagner les femmes dans le plaidoyer afin de mettre un terme à la violence en RDC et dans la région des Grands Lacs, de protéger les femmes et les filles contre toutes les formes de violences faites à la femme. Et même, d'attirer l'attention de l'opinion nationale et internationale pour faire la lumière sur les violations des droits de l'homme, ainsi que les violences faites aux femmes et aux enfants. Non à la complaisance ! Par ailleurs, les femmes se sont livrées à un exercice ambitieux qui consistait, entre autres, à analyser des sujets délicats en rapport avec les différents pourparlers et accords de paix.

Il s'agit de l'accord de 23 mars 2009. Ici, les femmes activistes de paix ont dénoncé la complaisance dans les affaires de la nation. Pour elles, le texte signé après plusieurs sessions de travail à Goma et à Nairobi entre le gouvernement Congolais et le CNDP comprend un préambule sous forme d'engagement solennel des parties. Poursuivant que la présentation officielle de son objectif est partielle et donc trompeuse. Selon elles, il s'apparente plus à un armistice qu'à un accord au sens classique du concept.

Les femmes activistes de paix relèvent l'usurpation de la nationalité congolaise et l'infiltration de Rwandais dans les institutions congolaises. Face à cette situation, les femmes ont proposé des pistes de sortie. Elles pensent qu'un seul leadership politique congolais fort et nationaliste mettant sur pieds une puissante armée et mobilisant les différentes couches de la population pourrait faire sortir la RDC de ce malheur.